Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

221 | Janvier-Mars 2003

Gestion partagée et développement communautaire
en Afrique Noire

Préface

Pierre Vennetier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/1171>

DOI : 10.4000/com.1171

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2003

Pagination : 3-8

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Pierre Vennetier, « Préface », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 221 | Janvier-Mars 2003, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/com/1171> ;
DOI : <https://doi.org/10.4000/com.1171>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Préface

Pierre Vennetier

- 1 Ce numéro des Cahiers d'Outre-Mer, sous le titre général « Gestion partagée et développement communautaire en Afrique noire¹ » est consacré à la présentation, à travers cinq exemples différents pris au Cameroun et au Niger, d'opérations visant à améliorer le sort de ruraux ou de citadins, mais dont les bénéficiaires sont en même temps les acteurs des changements espérés. Il s'agit pour eux de prendre part collectivement, tant par leur travail que par leur argent, à la fondation et au fonctionnement d'organismes susceptibles d'élever leur niveau de vie ou d'améliorer le cadre de leur existence quotidienne. Cette forme de mobilisation de paysans ou de citadins pour assurer la réussite d'un projet modeste ou plus ambitieux est de plus en plus répandue en Afrique noire ; on lui donne des noms divers : développement communautaire, association d'intérêt collectif, aménagement participatif, etc. Le point commun à toutes ces opérations est que l'individu s'efforce de prendre en main son propre sort par le biais d'une structure - informelle ou non - qui lui permet de devenir un interlocuteur fiable pour les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds.
- 2 Une bonne illustration des réussites et des échecs de ce système est fournie par le quartier de Nkolndongo, l'un des plus déshérités de Yaoundé, où des milliers de gens s'efforcent de vivre (de survivre ?) dans des conditions matérielles déplorables, abandonnés à leur sort par une administration impuissante à leur offrir un cadre de vie décent. Au sein de la population, se sont formées des associations plus ou moins étoffées et durables où les jeunes tiennent une bonne place, et qui tentent, avec l'appui d'organismes extérieurs tels les ONG locales ou étrangères, de réussir des opérations de portée limitée dans les domaines sanitaire et social - assainissement, accessibilité aux logements, aménagement de points d'eau, loisirs, etc.-, améliorant un tant soit peu la vie quotidienne de chacun.
- 3 Si des résultats heureux ont été obtenus, ils ne sauraient faire oublier les limites de cette mobilisation. C'est d'abord l'ampleur de la tâche à accomplir, sur un terrain où tout s'est mis en place dans la plus parfaite illégalité et sans respect de la moindre règle d'urbanisme : en réalité, tout serait à refaire... ; c'est le nombre restreint des volontaires et souvent le caractère éphémère de leur mobilisation ; c'est aussi le

manque de moyens matériels malgré les appuis reçus, toujours insuffisants et temporaires ; ce sont encore les dissensions au sein des groupes, et la trop faible implication d'une partie des responsables dans les structures où ils ont accepté d'être élus. L'existence et la multiplication des associations d'intérêt collectif en milieu urbain est quelque chose d'indiscutablement positif, mais il serait illusoire de penser qu'elles sont une panacée pour guérir les villes du Tiers monde des maux qu'elles ont laissé se développer en elles, et qui sont si profonds qu'ils relèvent d'interventions massives et coûteuses dont on ne sait pas trop d'où elles pourraient venir, ni surtout qui les financerait.

- 4 On a maintes fois dit et écrit que les villes africaines, nourries longtemps par l'exode rural, vivaient en parasites des campagnes. A l'opposé, on a souligné le rôle positif des villes, facteurs de modernisation des campagnes, ce qu'elles sont d'ailleurs de plus en plus depuis une vingtaine d'années où leur approvisionnement vivrier stimule et transforme la production agricole. Le second article de ce numéro présente une autre forme d'intervention du milieu citadin dans les zones rurales. Il s'agit encore d'une intervention de type collectif, mais de nature très spécifique. Il existe partout, dans les villes camerounaises, des associations qui regroupent les natifs d'une même région, d'un même canton ou d'un même village, et qui sont par là même à base ethnique ; elles se désignent elles-mêmes souvent par le nom « association des élites de... » (leur lieu d'origine), chacun des membres gardant des liens étroits avec sa campagne natale ². L'originalité de ces associations est de mettre un point d'honneur à financer l'aménagement et la construction d'équipements de toutes sortes (socio-économiques, sanitaires, éducatifs, culturels, culturels...) destinés à améliorer le cadre et le niveau de vie de leurs « frères » restés au village. Le mécanisme de ce système est ici bien décrit ; mais on ne laisse pas d'être surpris par le nombre de ces réalisations et plus encore par le coût de certaines d'entre elles.
- 5 Les motivations des donateurs – dont il semble d'ailleurs qu'ils n'aient guère la possibilité de ne pas participer – ne sont sans doute pas toujours très altruistes ; ainsi que le souligne l'auteur, le goût du prestige, le désir de faire la preuve de sa « réussite » sociale et matérielle, sont bien présents chez eux ; il suffit pour s'en convaincre de voir les résidences « secondaires » impressionnantes que certains se font construire dans leur campagne natale. Mais il est évident que l'ouverture d'une route, d'une école, d'un collège, d'un centre de santé, voire d'un centre culturel, ne peut être que bénéfique pour la population concernée : il s'agit donc bien d'une forme de modernisation et de développement du monde rural. Certes, on constate que le courant est particulièrement puissant au sein d'une ethnie dont on connaît le dynamisme et l'attachement à ses traditions ; mais apparemment, elle n'en a pas le monopole au Cameroun. Il serait intéressant de mener de telles études dans plusieurs autres pays d'Afrique pour mieux mesurer l'ampleur et la portée de ce mouvement ³.
- 6 Un troisième exemple est fourni par l'implantation dans un gros village des hautes terres de l'Ouest camerounais, d'un organisme de crédit de type mutualiste. On sait que l'immense majorité des paysans africains n'ont pas accès aux prêts des banques « classiques », ne serait-ce que parce qu'ils n'offrent aucune garantie monétaire ou matérielle pour leur emprunt. La « micro-banque » MC² est beaucoup mieux adaptée à la situation des ruraux, en accordant des prêts modestes grâce aux dépôts effectués par les villageois qui en sont ainsi les « actionnaires » et les « clients ». A la fois banque et caisse d'épargne, elle fournit aussi des moyens financiers à une ferme-école dont le rôle

est déterminant, puisqu'elle assure la mise au point et la diffusion d'innovations en matière de techniques agricoles, forme par des stages des paysans dont certains sont déjà réunis au sein de groupes communautaires (les « GIC »), et appuie ceux des villageois qui souhaitent adopter des méthodes de production plus efficaces et plus rentables que celles de l'agriculture traditionnelle.

- 7 Les résultats apparaissent incontestablement positifs ; de nouvelles orientations se sont dessinées, qui ont mené les paysans vers une agriculture de rente nouvelle, marquée par l'abandon progressif de la culture ancienne du caféier pour celle, bien plus rentable, de produits vivriers destinés au marché urbain (légumes et fruits), en même temps qu'ils se sont mis à pratiquer paillage et fumure naturelle. Les superficies cultivées se sont nettement agrandies, modifiant le paysage rural. L'élevage des volailles et des porcs, autrefois très peu répandu et totalement irrationnel, se pratique désormais dans des constructions simples, mais saines, et génère des revenus supplémentaires. Naturellement, ceci se traduit par une amélioration sensible du cadre et du niveau de vie des villageois, mais entraîne aussi une accentuation des disparités économiques et sociales au sein de la communauté.
- 8 Un quatrième exemple pris dans la province du Centre, au Cameroun, concerne les Groupements d'Initiatives Communes (GIC), énième avatar des coopératives paysannes de toutes formes qui se sont succédé depuis trois quarts de siècle pour tenter, sans beaucoup de succès, d'organiser la production et la commercialisation dans le monde rural. L'originalité de ces regroupements de producteurs est de ne devoir rien, ou peu de choses, à l'Etat et à l'administration. Ils s'appuient en fait sur la tradition ancestrale qui veut que divers travaux du calendrier agricole soient exécutés collectivement, aussi bien sur des champs communautaires dont les produits sont partagés selon des modalités diverses, que sur les champs propres de leurs membres, qui en assument alors certains frais. Application du principe des tontines et gérés à peu près de la même façon, mais exigeant un versement préalable à l'inscription de leurs adhérents, les GIC sont aussi des sortes de caisses d'épargne pour leurs membres qui sont parfois plusieurs dizaines, et qui peuvent y trouver de quoi faire face à un besoin d'argent inattendu.
- 9 Apparemment, cette forme de coopération a rencontré un vif succès et obtient des résultats appréciables, en dépit de certains échecs dont les causes ne sont que trop connues, de l'illettrisme de la majorité des adhérents à l'incapacité gestionnaire ou la malhonnêteté de certains dirigeants. Les GIC ont toutefois le grand mérite de responsabiliser les paysans en les impliquant dans la création (ils sont demandeurs) comme dans le fonctionnement de cette organisation communautaire. Sans doute ne pourraient-ils voir le jour et aussi se maintenir sans un certain nombre de soutiens extérieurs, mais du moins sont-ils un progrès appréciable pour une population rurale que les pouvoirs publics ont bien trop laissée, et depuis longtemps, à son dénuement matériel et social.
- 10 Le dernier texte est au contraire des précédents, l'analyse d'un échec concernant les tentatives d'organisation du monde paysan nigérien en coopératives dont les avatars ont été multiples, pendant la période coloniale comme après l'indépendance. Ces formes d'encadrement de la société rurale relèvent toujours de bonnes intentions : regrouper les villageois dans des structures de production plus efficaces, leur faire prendre conscience de leur capacité à se prendre eux-mêmes en charge, et amorcer ainsi un lent développement socio-économique dans les campagnes. Même si les changements trop nombreux dans la politique menée ont leur part de responsabilité

dans l'insuffisance des résultats obtenus, ceux-ci proviennent aussi du manque de personnel et de matériel, de la faiblesse des crédits mis à disposition, et pour reprendre le bel euphémisme du Colloque d'Abidjan en 1995, du « déficit d'honnêteté » de trop de responsables à tous les niveaux, constatation hélas récurrente. Il est frappant de voir que pour l'auteur, une solution réside dans « la création endogène des coopératives ...à l'exclusion de toute intervention extérieure ». Elle n'est certes pas la seule condition : les exemples camerounais montrent bien que des facteurs internes à la société rurale sont aussi de sérieux freins au bon fonctionnement des structures communautaires. Du moins est-ce ainsi que les paysans pourront avoir l'impression d'être, dans une certaine mesure, responsables de leur avenir.

- 11 Ces études, dont la portée est forcément limitée, sont tout de même des exemples significatifs. Ajoutés à beaucoup d'autres parus depuis une quinzaine d'années, ils sont la preuve que le monde paysan de l'Afrique noire n'est pas aussi immobile et conservateur qu'on l'a souvent dit et écrit. Cette erreur est d'ailleurs à l'origine des cris d'alarme qui, il y a une quarantaine d'années, vouaient à court terme l'Afrique à une inéluctable famine, et qui se sont révélés infondés : on a constaté depuis que l'augmentation de la production vivrière a répondu à celle de la population, pourtant la plus rapide du monde, et que les disettes, voire les famines qui ont frappé telle ou telle partie du continent, étaient dues parfois à des catastrophes climatiques, mais beaucoup plus souvent aux ravages de guerres civiles ou étrangères déclenchées par le fanatisme politique ou religieux, ou par les décisions aberrantes de gouvernants plus soucieux de leurs intérêts particuliers que du bien-être de leur peuple. Ce qui est certain, c'est que l'Afrique rurale « bouge », qu'elle tend à prendre en main sa propre destinée, et qu'il est nécessaire de l'aider à y parvenir le plus rapidement possible.

NOTES

- 1.- On parle aussi de « gestion communautaire » ou de « gestion décentralisée », mode d'intervention proposé depuis les années 1980 par les organismes internationaux comme la Banque Mondiale, après le constat d'échec de la gestion « centralisée » dans les opérations de développement ou d'aménagement.
- 2.- On peut remarquer que de telles associations existent à peu près partout : dans quelle grande ville française n'y a-t-il pas une « Association des Bretons de... » (des Corses, des Antillais, des Bourguignons, des Francs-Comtois, etc.) qui organise périodiquement des réunions à but plus ou moins ludique (et gastronomique...) où l'on se retrouve entre « originaires d'une même région ».
- 3.- Il est facile de rapprocher ce type d'action de celle que mènent presque toujours les présidents d'Etats africains en faveur de leur village natal Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, en est l'exemple le plus célèbre.